



sans frontières



-12 000 postes = +1,5 milliard British Telecom poursuit sa politique d'économie des coûts. Les économies anticipées sont même relevées à 1,5 milliard au lieu de 1 milliard prévu initialement. BT projette de supprimer à nouveau un total de 12 000 postes cette année, autant qu'au cours du précédent exercice. La crise a bon dos ! La direction justifie la nécessité de réduire les coûts en affirmant que le pire n'est pas passé pour l'économie britannique. Et la grande inconnue reste le plan de retraite de ses salariés, en déficit croissant. L'examen de ces comptes est prévu pour le printemps.



Plus de bureaux... et bientôt plus de postiers du tout ! C'en est fini des derniers bureaux de poste aux Pays-Bas. Leur disparition est une conséquence directe de la libéralisation du marché achevée le 1^{er} avril 2009. Il y a 20 ans, le plat pays comptait 2 500 bureaux. Aujourd'hui, il n'en reste que 120 qui vont tous fermer. Des magasins les remplacent. Une banque privée prend la relève de la banque postale. Mais la relation client a totalement changé. Des automates orange remplacent les guichetiers. Les timbres ne se vendent plus à l'unité. Le courrier s'est raréfié le lundi. La qualité de service s'en ressent terriblement. Et pour couronner le tout, la

direction menace de supprimer 11 000 emplois dans les 6 ans qui viennent.



La privatisation, c'est fini ! Au Japon aussi, l'avenir de la poste fait débat. Le gouvernement japonais a approuvé fin octobre 2009 un projet de loi consistant à

geler la privatisation de la poste publique, lancée par l'équipe précédemment au pouvoir. Le nouveau Premier ministre s'était engagé à revenir sur cette politique, qu'il juge trop libérale. L'ancien chef du gouvernement avait fait de la privatisation de la poste une de ses priorités. Elle prévoyait l'introduction en bourse des activités d'épargne et d'assurance

en 2010, puis de toute l'entreprise en 2017. Cette révision du processus de privatisation est emblématique. La Japan Post, qui fut longtemps une compagnie géante, avec 271 000 salariés, jouait un rôle social important avec son réseau national de bureaux (25 000), son poids financier assis sur la plus grande banque du monde (30% de l'épargne des ménages japonais), ainsi que sur la plus grande compagnie d'assurance-vie du pays. Cette épargne était mise au service de l'État japonais et permettait, notamment, de financer les dépenses d'infrastructures. En exerçant un contrôle total sur les trois services de la poste (courrier, banque, assurance), l'État pourra ainsi assurer une qualité homogène de service sur l'ensemble du territoire et



Nouvelles suppressions d'emplois à Sprint Le 3^e opérateur téléphonique des États-Unis, Sprint Nextel, va supprimer 2 500 emplois, pour beaucoup avant la fin de l'année, dans l'objectif d'économiser 350 millions de dollars par an. Cette décision fait suite à la fermeture, depuis près de deux ans, de 27 centres d'appels. Sprint explique que ces mesures d'économies s'inscrivent dans le cadre de ses efforts pour « une structure de coûts plus concurrentielle et assurer sa situation financière dans un climat économique difficile ».



Vague de grèves à la poste britannique Les postiers britanniques ont déclenché tout au long du mois de décembre plusieurs grèves, d'au moins 48 heures à chaque fois, pour protester contre leurs conditions de travail et leurs salaires, ainsi que contre la réforme de la poste. Cette mobilisation en fin d'année a fait suite à l'échec des nouvelles négociations entre la Communication Workers Union, le syndicat des postiers, et la direction de Royal Mail. Environ 120 000 personnes avaient alors débrayé. Pour la fin de l'année 2009, ce mouvement a entraîné des retards très importants dans l'acheminement d'environ deux millions de courriers, selon la direction de Royal Mail. La poste britannique fait face à des difficultés financières depuis la fin de son monopole vieux de 350 ans, en raison de la concurrence du courrier électronique. Royal Mail est toujours sous la menace d'une privatisation partielle, à laquelle s'opposent fermement les syndicats. Pour le moment, le gouvernement juge l'opération délicate alors que le pays est en pleine récession.

favoriser le financement d'activités utiles à l'avenir de la collectivité.



L'emploi toujours sacrifié ! ST-Ericsson, compagnie née de la fusion de la société italienne STMicroelectronics et de l'équipementier télécoms suédois Ericsson, envisage de supprimer 600 emplois de plus dans le monde, après avoir déjà annoncé, en avril, la suppression de 1 200 postes. Le groupe, qui compte 8 000 salariés, va lancer un nouveau plan de restructuration visant à économiser 115 millions de dollars par an afin, dit-il, « d'améliorer sa performance financière et sa compétitivité sur le marché ». La France (avec près de 150 emplois touchés) et la Suède (946) sont concernées. En janvier 2009 déjà,

Ericsson avait fait part de son intention de supprimer 5 000 emplois, dont 1 000 en Suède. Objectif : économiser 953 millions d'euros à partir de la

deuxième moitié de 2010. Pourtant, entre les mois de juillet et septembre 2009, Ericsson a dégagé un bénéfice net de 79 millions d'euros.



Plus d'un million d'envois en retard à la poste belge Quelque 566 000 envois, parmi lesquels 5 000 colis, ont connu en décembre de gros retards d'acheminement sur le réseau postal belge. Ils n'ont pas pu être distribués dans le délai habituel à la suite des actions de grève menées par les salariés, qui ont fortement perturbé la distribution du courrier. Au total, on a dénombré 1,26 million d'envois en retard. Une partie des envois en souffrance (425 000), étaient localisés dans la région de Liège, tandis que la région bruxelloise et la région de Charleroi totalisaient respectivement 64 000 et 60 000 envois restant en attente d'être distribués. Selon la poste belge, il fallait patienter plusieurs jours avant d'espérer un retour à une situation quasi-normale. Ce mouvement de grève des postiers belges a été déclenché pour s'opposer au projet de « facteur de quartier », qui depuis lors a été mis entre parenthèses par la direction. La poste belge traverse une passe très difficile en raison des restructurations successives et des suppressions de bureaux de poste pour accélérer sa privatisation.



Pour une poste forte ! Le syndicat suisse de la communication, l'Union syndicale suisse (USS), et le Parti socialiste montent au front sur le dossier postal. Le lancement de l'initiative populaire vise à financer le réseau par le monopole des lettres à 50 grammes. Ce calendrier ne doit rien au hasard. Bientôt, le Conseil des États se saisira de la législation postale. Avec en point de mire une éventuelle libéralisation totale du marché. Le texte de l'initiative contient donc deux exigences principales. D'une part, assurer le maintien d'un vaste réseau de bureaux de poste proposant sur tout le territoire les prestations de service public ; d'autre part, la poste doit exploiter son réseau avec son propre personnel, au nom du secret postal et de la qualité.